



LA CROISSANCE DES TPE À L'ARRÊT

Les patrons de TPE sont lucides : ils prévoient une activité au ralenti, voir en recul, pour les prochains mois, dans un contexte de défiances des banques et de tensions avec les fournisseurs.



BEE BUSINESS

Club d'affaires des chefs d'entreprises

[Nous rejoindre](#)

Afin de mettre en lumière l'état d'esprit des entreprises françaises dans le contexte économique et géopolitique actuel et après une année 2022 chaotique, le Cabinet ARC a mené, avec l'IFOP, une étude portant sur la perception par les entreprises françaises de l'avenir économique du pays, le financement des TPE/PME ainsi que sur la problématique des délais de paiement ces trois derniers mois et leur impact sur la gestion de trésorerie.

80% des entreprises interrogées ne prévoient pas de croissance de leur activité au 1er semestre 2023, soit +10 points par rapport à il y a 6 mois, et 13% en anticipent même le recul. Un résultat traduisant une certaine morosité qui se retrouve également dans le degré de confiance des répondants : 65% se sont déclarés pessimistes voire très pessimistes quant à l'évolution du climat économique français au cours des 6 prochains mois, ceci dans un contexte où le coût de l'énergie (30%) et l'inflation (32%) sont les principales difficultés qu'ils rencontrent.

33% des entreprises ne pensent pas pouvoir faire face au remboursement cumulé de leurs créances, PGE, investissements et factures. Pour plus d'1 entreprise sur 2, les banques se désengageront vis-à-vis des TPE/PME qui n'ont pas encore remboursé leur PGE utilisé. 48% des sondés pensent que, au regard de la situation économique actuelle, les assureurs-crédit se désengagent vis-à-vis des TPE/PME : un résultat en forte hausse par rapport à septembre 2022 (+12 points. Pour la quasi-totalité des entreprises interrogées (95%), l'arrêt progressif du "quoi qu'il en coûte", cumulé aux effets des différentes crises (post covid19, Ukraine, hausse du coût des matières premières et de l'énergie), entraînera une augmentation du nombre de dépôts de bilan de leurs clients. Celle-ci sera "importante" voire "extrêmement importante" pour 39% des sondés.

Plus de 7 entreprises sur 10 (73%) ont déclaré que c'est en premier lieu via l'allongement des délais de paiement des fournisseurs que seraient compensés les besoins en trésorerie. D'ailleurs, 22% des sociétés interrogées estiment que les délais de paiement de leurs clients se sont détériorés au cours du dernier trimestre 2022. Une situation qui était déjà perceptible en septembre dernier : 80% des répondants avaient indiqué que les délais de paiement risquaient de devenir la variable d'ajustement à la crise pour la gestion des trésoreries.

Dans ce contexte, la crainte d'une augmentation des dépôts de bilan est massive (à 95%), redoutée comme à minima importante pour 39% des entreprises interrogées, dans une conjoncture marquée par l'inflation, la hausse des coûts de l'énergie ou la fin du "quoi qu'il en coûte".